

Bruxelles, le 4.2.2019  
C(2019) 718 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 4.2.2019**

**modifiant la Décision C(2014) 5010 du 11.7.2014 relative à une mesure spéciale en faveur  
de la République centrafricaine à financer sur le mécanisme de transition du Fonds  
européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 4.2.2019

**modifiant la Décision C(2014) 5010 du 11.7.2014 relative à une mesure spéciale en faveur de la République centrafricaine à financer sur le mécanisme de transition du Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphes 3 et 4,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26 et son article 62,

considérant ce qui suit :

- (1) Par sa décision C(2014) 5010 du 11.7.2014<sup>3</sup>, la Commission a adopté une mesure spéciale en faveur de la République centrafricaine, comportant l'action intitulée: « Rétablissement de Services Sociaux de base en République centrafricaine (Linking Relief, Rehabilitation and Development (LRRD)) : Education et Santé ».
- (2) La période d'exécution de ladite mesure a déjà été prolongée deux fois (de 12 mois une première fois, de 17 mois une deuxième fois).
- (3) Il est maintenant nécessaire de modifier l'action concernée, en augmentant son budget de 4 000 000 EUR à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) (portant la contribution maximale totale de cette décision à 31 000 000 EUR), et en prolongeant sa période d'exécution de 18 mois (la durée de la période d'exécution sera donc de 83 mois).
- (4) Il y a donc lieu de modifier la décision C(2014) 5010 en conséquence.
- (5) Afin d'assurer la mise en œuvre de l'action « Rétablissement de Services Sociaux de base en République centrafricaine (Linking Relief, Rehabilitation and Development (LRRD)) : Education et Santé », il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit les règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (6) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> Décision de la Commission du 11.7.2014 relative à une mesure spéciale en faveur de la République centrafricaine à financer sur le mécanisme de transition du Fonds européen de développement C(2014) 5010 final du 11.7.2014.

<sup>4</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

- (7) La modification de la mesure prévue par la présente décision ne relève pas des catégories de mesures pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient d'informer le comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne<sup>5</sup> de la présente décision dans un délai d'un mois à compter de son adoption.

DÉCIDE:

*Article unique*

La décision C(2014) 5010 du 11.7.2014 relative à une mesure spéciale en faveur de la République centrafricaine à financer sur le mécanisme de transition du Fonds européen de développement est modifiée comme suit:

- (1) Le texte de l'article 2 est remplacé par le texte suivant :

«Le montant maximal de l'Union destiné à la mise en œuvre de la mesure est fixée à 31 000 000 EUR, dont 27 000 000 EUR financés sur le mécanisme de transition du FED et 4 000 000 EUR à financer sur les ressources du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.»

- (2) L'annexe est modifiée par l'annexe à la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 4.2.2019

*Par la Commission*  
*Neven MIMICA*  
*Membre de la Commission*

---

<sup>5</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).